



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 11/07/2025

Reçu en préfecture le 11/07/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20250710-2025_44-DE



DÉLIBÉRATION

2025/44

PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE – VOLET SANTE **ATTRIBUTION DE LA CONVENTION DE PARTICIPATION « SANTE »**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 10 Juillet 2025 à 10 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. René HOCQ, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUCHCINSKI, Conseiller.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L 827-1 à 827-8 ;

Vu le décret 2011-1474 du 08 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la Protection Sociale Complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique ;

Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties complémentaires et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la délibération 2024-46 du 15 octobre 2024 portant évolution tarifaire et prolongation d'une année de la convention de participation Santé du CDG 62 ;

Vu les déclarations d'intention des collectivités et établissements du département du Pas-de-Calais afin de participer à la consultation lancée par le Centre de Gestion afin de couvrir le risque Santé des agents desdites collectivités et établissements par l'intermédiaire d'une convention de participation ;

Vu la procédure lancée à cet effet par notre établissement ;

Le Président rappelle que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais a été précurseur dans le domaine de la protection sociale des agents, en mettant en œuvre, et ceci dès 2019 un dispositif de couverture collective des frais de santé articulée autour de trois niveaux de garanties : sécurité, essentielle, renforcée.

Déployée conjointement par notre établissement et par la Mutuelle Nationale Territoriale, la convention de participation santé au travers du dispositif de protection sociale complémentaire « Santé » permet aujourd'hui de couvrir près de 200 collectivités, regroupant 2 700 agents pour un total de bénéficiaires de près de 5 100 personnes ainsi protégées, actifs ou retraités.

Par ailleurs et avant toute chose, il faut rappeler que notre convention Santé est arrivée à son terme au 31 décembre 2024, c'est-à-dire au bout de 6 années de fonctionnement pendant lesquelles elle a évolué par l'intégration de nouvelles collectivités et donc de nouveaux agents adhérents.

Cependant le décret 2011-1474 du 08 novembre 2011 relatif à la PSC en son article 19 prévoit la possibilité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire pour motif d'intérêt général, soit jusqu'au 31/12/2025, et ainsi de faire coïncider la relance de notre contrat avec le passage obligatoire de la participation employeur à 15 euros minimum au 01^{er} janvier 2026. Notre établissement a donc mis en place cette possibilité pour faire de l'année 2025, l'année de relance de la convention de participation pour un effet au 01^{er} janvier 2026.

Monsieur le Président précise que les dispositions précitées permettent aux Centres de Gestion d'être les porteurs des conventions de participation en matière de Protection Sociale Complémentaire visant à la couverture des risques Santé et Prévoyance et qu'en l'occurrence, la présente délibération concerne le risque Santé uniquement.

Il propose qu'à l'issue de la procédure de mise en concurrence prévue par le décret 2011-1474, et après avoir auditionné les candidats, de retenir l'offre la plus économiquement avantageuse à savoir :

La proposition de la Mutuelle Nationale Territoriale MNT

Les taux et les garanties présentés par le candidat retenu se décomposent comme repris dans les tableaux ci-après et ceci à compter du 01^{er} janvier 2026. Les tarifs seront fonction de la TSA (taxe de solidarité additionnelle) applicable au 01^{er} janvier 2026.

Le gouvernement entrevoit la possibilité de revoir cette taxe, à la charge des assurés, qui serait relevée de 2 points d'augmentation sur les contrats d'assurance complémentaire maladie. Ainsi, la TSA serait portée à 15.27 % au lieu de 13.27% actuellement. Les offres réceptionnées et présentées par les différents soumissionnaires font état d'une répercussion automatique de cette taxe sur les contrats à venir en cas d'adoption de cette mesure d'augmentation.

Proposition tarifaire 2026 en euros par mois TSA 13.27 % :

ACTIFS	Sécurité	Essentielle	Renforcée
<i>Moins de 30 ans</i>	19.58 €	40.22 €	49.54 €
<i>De 30 à 45 ans</i>	24.34 €	49.88 €	61.52 €
<i>Plus de 45 ans</i>	36.20 €	74.26 €	91.62 €
<i>Conjoint</i>	Cotisation identique à celle de l'agent		
<i>Enfant</i>	12.73 €	26.01 €	32.05 €
	Gratuité à compter du 3 ^{ème} enfant		
RETRAITES			
<i>Retraité</i>	56.69 €	116.16 €	143.07 €
<i>Conjoint</i>	Cotisation identique à celle de l'agent retraité		
<i>Enfant</i>	12.73 €	26.01 €	32.05 €
	Gratuité à compter du 3 ^{ème} enfant		

Proposition tarifaire 2026 en euros par mois TSA 15.27 % :

ACTIFS	Sécurité	Essentielle	Renforcée
<i>Moins de 30 ans</i>	19.93 €	40.93 €	50.41 €
<i>De 30 à 45 ans</i>	24.77 €	50.76 €	62.61 €
<i>Plus de 45 ans</i>	36.84 €	75.57 €	93.24 €
<i>Conjoint</i>	Cotisation identique à celle de l'agent		
<i>Enfant</i>	12.95 €	26.47 €	32.62 €
	Gratuité à compter du 3 ^{ème} enfant		
RETRAITES			
<i>Retraité</i>	57.69 €	118.21 €	145.60 €
<i>Conjoint</i>	Cotisation identique à celle de l'agent retraité		
<i>Enfant</i>	12.95 €	26.47 €	32.62 €
	Gratuité à compter du 3 ^{ème} enfant		

Le contenu de la présente délibération sera communiqué aux collectivités et établissements du département du Pas de Calais, pour leur permettre d'adhérer à la convention de participation Santé mise en place par le Centre de Gestion. Et que par suite, information soit donnée aux agents, sur les nouvelles garanties et sur les nouveaux montants obtenus à l'issue de la phase de consultation pour permettre l'adhésion de ceux-ci.

Le Président demande au Conseil d'Administration de confirmer par cette délibération le choix opéré quant à l'attributaire de cette convention Santé.

Il expose également qu'un modèle de convention d'adhésion à la convention de participation santé proposée par le Centre de Gestion 62, ainsi que le modèle de délibération d'adhésion à la convention de participation sera annexé à la présente délibération.

Il propose de fixer la participation réclamée par le CDG auprès des collectivités et établissements pour le défrayer des frais engagés et assurer le suivi de la convention de participation à la somme de 2.00 euros annuel par agent adhérent à ladite convention.

Le Conseil d'Administration,
 Après avoir entendu l'exposé de son Président,
 A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DECIDE* de confirmer le choix opéré relatif aux risque Santé à l'attributaire désigné ci avant et pour les taux énoncés ;

- ♦ *VALIDE* la proposition de convention et le modèle de délibération portant notamment sur la participation financière des collectivités et établissements adhérents au service ;
- ♦ *FIXE* le défraiement du Centre de Gestion à 2.00 euros par an et par agent qui adhèrent à la convention, participation à la charge de la collectivité ou de l'établissement adhérent ;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer tous les actes relatifs à la mise en œuvre de cette convention de participation santé avec l'attributaire.

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 10 juillet 2025

Le Président,

René HOCQ